

La guerrière colombienne à l'ordinateur portable : la connectivité au service du progrès et de la paix



Vilma Almendra coordonne un télécentre dans la ville de Santander de Quilichao, dans le sud-ouest de la Colombie.
(CIAT : Silvia Andrea Perez)

2005-01-31

par Gerry Toomey

Indienne paez de Colombie, Vilma Almendra, 23 ans, semble correspondre parfaitement à la description de ce que le chef autochtone canadien Dwight Dorey qualifiait dernièrement de « guerrier moderne armé d'un ordinateur portable ». [Voir encadré relié : [Les peuples autochtones du Canada à l'ère numérique.](#)]

Vilma Almendra fait partie d'un mouvement grandissant qui utilise les communications par Internet comme antidote à la violence dont sont victimes les peuples autochtones. Elle et Dwight Dorey ont pris la parole à un forum autochtone canado-latino-américain sur la technologie de l'information et la connectivité qui s'est tenu à Ottawa du 24 au 26 mars. Cette rencontre de trois jours, que parrainaient l'[Institut pour la connectivité dans les Amériques \(ICA\)](#) et plusieurs ministères fédéraux canadiens, était retransmise en direct sur Internet par l'intermédiaire du [Portail des Autochtones au Canada](#).

« La guérilla et l'armée sont très actifs dans le nord du Cauca, explique Vilma Almendra. Depuis plusieurs années, il y a des assassinats, des disparitions, et des menaces sont proférées contre nos dirigeants. D'un côté, la guérilla affirme que ces derniers collaborent avec les groupes paramilitaires. De l'autre, les groupes paramilitaires sont convaincus que nous collaborons avec la guérilla. Les uns et les autres tuent donc nos dirigeants. »

D'après Vilma Almendra, les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle essentiel dans la dénonciation des violations des droits de la personne dans une Colombie secouée depuis 39 ans par une guerre civile. Attaques armées, attentats à la bombe, enlèvements et assassinats politiques ou liés à la drogue, dont les victimes sont autant des civils que des militaires, font partie de la vie quotidienne en Colombie.

De plus, 80 000 indiens paez de la région du Cauca dans le nord du pays, sont victimes de discrimination raciale, linguistique et culturelle, de confiscations de terres et, depuis le début des années 1990, de massacres. En outre, mois après mois, année après année, la chronique des

assassinats et des disparitions d'autochtones dans le sud-ouest de la Colombie n'a cessé de s'allonger. [Voir encadré relié : [Les origines du conflit](#)]

Un télécentre au service de la paix

Vilma Almendra coordonne un service d'information communautaire, ou télécentre, dans la ville de Santander de Quilichao, dans le sud-ouest du pays. Le télécentre — à la fois cybercafé, bibliothèque et lieu de rencontre — est installé au siège de l'ACIN (Asociación de Cabildos Indígenas del Norte del Cauca [Association des conseils de gestion autochtones du nord du Cauca]). C'est l'un des trois services d'information branchés sur Internet dans le sud-ouest de la Colombie qu'appuie le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Le projet est cogéré par le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et la Autonomous Western University Corporation, tous deux présents en Colombie.

Au printemps 2001, l'ACIN et d'autres organisations autochtones, excédées par la violence, ont organisé une marche de protestation massive pour la paix. Quelque 30 000 personnes ont marché de Santander de Quilichao à Cali, ville voisine et troisième centre urbain de Colombie. Leur objectif, dresser la liste des violations des droits de la personne, notamment des assassinats et des enlèvements, et les dénoncer afin d'attirer l'attention nationale et internationale. Vilma Almendra et son télécentre ont joué un rôle clé dans les communications et la logistique de la marche.

Améliorer le temps de réaction

Un des membres du personnel de l'ACIN remontait et redescendait à motocyclette le long de la colonne de manifestants et rapportait régulièrement des nouvelles au télécentre. Vilma Almendra envoyait ensuite des communiqués par courrier électronique à des personnes et à des organisations, y compris des journalistes et des groupes de défense des droits de la personne.

Comme la température montait en flèche, les marcheurs ont commencé à souffrir d'épuisement. Le télécentre a fait savoir que l'on manquait d'eau potable et a demandé à des pompiers locaux d'asperger délicatement les manifestants pour les rafraîchir — un geste humanitaire compte tenu de la température et non une tactique destinée à contrôler la foule.

Au dernier rassemblement des manifestants, à Cali, Marco Cuetia, alors président de l'ACIN, devait prononcer un discours dénonçant la violence et lire le nom de toutes les victimes autochtones. Mais il s'est vite rendu compte qu'il avait perdu ses notes. Un appel rapide par téléphone cellulaire au télécentre, suivi d'une correspondance électronique avec une université proche de l'endroit où se trouvait Marco Cuetia a permis de résoudre le problème. Une copie papier est arrivée. Le président a prononcé son discours comme prévu et il est reparti plus convaincu des avantages de la connectivité. Il s'était demandé auparavant si les avantages des TIC l'emportaient vraiment sur leurs inconvénients possibles et en particulier sur le risque que des renseignements circulant librement puissent être utilisés au détriment des autochtones.

Tirer profit des possibilités

Les TIC aident également les communautés autochtones, notamment paez, à progresser dans leur développement socioéconomique. L'ACIN gère des programmes destinés à améliorer l'éducation, la santé, l'aménagement foncier et la protection juridique des peuples autochtones, et à suivre l'évolution des lois et leurs répercussions. Le télécentre de l'ACIN fournit les voies de communication et d'information nécessaires à la mise en oeuvre des programmes de développement de l'association. Il aide les administrateurs autochtones à rester en contact régulier

les uns avec les autres et permet au personnel de l'ACIN d'utiliser des sources de financement, de formation et de compétences nationales et internationales.

« Une lettre met 15 jours à aller de Bogotá à Santander de Quilichao », explique Marino Fiscue, coordonnateur de la planification de l'ACIN. Un des grands avantages du service Internet du télécentre, selon lui et d'autres membres du personnel, c'est qu'on ne laisse plus échapper des occasions que la lenteur des postes colombiennes faisaient perdre.

Dans le passé, il arrivait souvent que l'ACIN ne soit pas au courant de manifestations importantes qui l'auraient intéressée ou qu'elle en soit informée trop tard pour y participer. Tout dernièrement, le télécentre a aidé un groupe à tirer profit des communications internationales. Dans un cas, il a mis des membres du personnel en contact avec un groupe suédois qui organisait une rencontre sur les droits des femmes. Dans un autre, le coordonnateur du groupe des jeunes de l'ACIN a pu assister à une réunion dont il n'aurait pas entendu parler autrement et qui avait lieu dans un pays voisin, l'Équateur.

Communications autochtones

Le télécentre sert également de cyberportail à l'ensemble de la communauté autochtone. Dans leur immense majorité, ces personnes n'ont ni ordinateur ni téléphone. Le personnel a aidé beaucoup de Paez à utiliser Internet pour faire circuler des photos d'amis et de parents disparus après des attaques armées contre des villes et des villages. Les membres du personnel fournissent également de l'assistance pour faire des recherches, préparer des curriculum vitae, envoyer des courriels personnels, faire des photocopies et produire des affiches et des tracts.

Des nouvelles de dernière heure et d'autres informations sont régulièrement téléchargées à partir d'Internet sur disquettes que Vilma Almendra envoie ensuite par minibus local à une station de radio autochtone qui n'y a pas accès. En combinant des services de radio publique et de télécentre, l'ACIN peut atteindre d'autres communautés plus éloignées qu'elle représente.

Une porte ouverte sur le monde

Les dirigeants de l'ACIN ont dû venir à bout d'une peur très enracinée de partager l'information, que ce soit par le cyberspace ou par des moyens classiques. Et si des ennemis devaient exploiter cette augmentation du flux d'information pour nuire à des activités autochtones ou, pire, pour repérer des cibles humaines ? « Nous avons peur que d'autres dirigeants paez soient éventuellement assassinés, explique Marino Fiscue. Les partis en place et les groupes paramilitaires n'apprécient pas que nous dénoncions publiquement la violence. »

Comme le craignait Marino Fiscue, la violence a continué et, parmi les victimes de cette dernière année, se trouvent deux dirigeants autochtones. En mars 2002, Samuel Fernandez, dirigeant communautaire populaire et ancien administrateur d'une réserve paez, a été enlevé près de Santander de Quilichao. Le lendemain, on a retrouvé son corps le long d'une route. Il avait été torturé. Plus récemment, Aldemar Pinzón, militant paez et coordonnateur de l'aide juridique, qui enquêtait sur divers assassinats, a lui-même été tué.

« Ce que nous faisons sur Internet, c'est informer le monde de ce qui se passe ici, déclare Vilma Almendra. Nous réussissons à rejoindre des auditoires internationaux, ce qui nous était impossible avant l'ouverture du télécentre. À présent, nous communiquons avec les médias, avec des organismes donateurs et avec des organisations de défense des droits de la personne et de l'environnement. Avant, nous dépendions de conseillers et d'intermédiaires non autochtones parce

que nous ne savions pas comment communiquer. Avec le télécentre, nous pouvons maintenant diffuser nous-même l'information qui concerne notre propre situation. »

Gerry Toomey est un journaliste indépendant basé à Chelsea, au Québec (Canada), qui s'est rendu plusieurs fois en Colombie pour rédiger des articles sur le développement rural.

Renseignements

Luis Barnola, Spécialiste de programmes principal, Institut pour la connectivité dans les Amériques (ICA), CRDI, 250, rue Albert, CP 8500, Ottawa, Ontario, Canada K1G 3H9; tél. : (613) 236-6163 poste 2047; courriel : lbarnola@idrc.ca

Encadré

Les peuples autochtones du Canada à l'ère numérique

Dwight Dorey, chef miíkmag de la Nouvelle-Écosse (Canada), considère qu'une meilleure connectivité ne menace pas l'identité culturelle, mais qu'elle représente au contraire une source d'avantages économiques, sociaux et spirituels. Le chef national du Congrès des peuples autochtones, qui défend les intérêts des autochtones qui vivent en dehors des réserves, des Métis et des Inuits, était le conférencier principal à un forum international qui s'est déroulé dernièrement à Ottawa.

La communauté « toujours plus nombreuse » des citoyens canadiens d'origine autochtone comptait 1,3 million de membres en 2001, ce qui équivaut plus ou moins à 4 % de la population nationale. Plus des trois quarts d'entre eux ne vivent pas dans des réserves administrées en vertu de la *Loi sur les Indiens*. « Nous sommes partout, ce qui augmente notre capacité de communiquer », a déclaré Dwight Dorey au forum sur la connectivité. La diaspora des autochtones qui vivent en dehors des réserves — beaucoup dans la pauvreté et certains, sans abri, dans des zones urbaines — constitue la « plus longue rue du Canada et, trop souvent, celle à laquelle il est le plus difficile de se raccorder ».

Que propose Dwight Dorey ? « Un programme de guerriers armés d'ordinateurs portatifs grâce auquel des travailleurs qualifiés et avertis en matière de connectivité iront dans les collectivités et donneront aux gens des indications qui les aideront dans leur vie et leur avenir. En dehors des ordinateurs, des logiciels et des informations nécessaires qui sont la base de la connectivité, il me semble que l'essentiel consiste à amener les services aux gens et les gens aux services. »

Pour le chef Dorey, une meilleure connectivité est un moyen de combattre l'ignorance et le racisme, tout en permettant aux peuples autochtones de se renseigner plus facilement sur la santé, sur les logements abordables et autres produits et services de première nécessité. Il y voit aussi un moyen de tendre des « lignes de vie spirituelle et affective » à ceux qui en ont besoin.

Encadré

Les origines du conflit

Depuis des siècles, les peuples autochtones de Colombie sont pris dans une lutte séculaire pour l'utilisation et le contrôle des terres indigènes. Parmi les acteurs contemporains de ce conflit complexe et apparemment insoluble se trouvent des guérilleros de gauche, des groupes paramilitaires de droite, des barons de la drogue, différents paliers de gouvernement et des propriétaires terriens, particuliers et sociétés.

Les peuples autochtones, surtout dans les régions rurales, sont captifs d'un bourbier économique, politique et militaire. La guérilla se réfugie dans les réserves isolées des hauts-plateaux boisés des Andes pour échapper à l'armée et aux groupes paramilitaires colombiens, explique Marino Fiscue, coordonnateur de la planification d'une association autochtone dans le sud-ouest de la Colombie. Ce terrain accidenté offre un corridor relativement sûr dans la jungle d'où des patrouilles armées peuvent passer d'une zone à une autre. En outre, pour se procurer de l'argent, les guérilleros essaient souvent de « vendre » aux autorités locales leur protection, ce que l'on appelle les « vacunas » (vaccinations, en espagnol).

La redistribution des terres ancestrales aux groupes autochtones complique encore la situation. Le gouvernement a déjà rendu aux Paez presque la moitié d'un territoire de 150 km². L'opération, qui est lente, prévoit dédommager les propriétaires privés de lopins de terre qui se trouvent dans la zone de redistribution. Les droits miniers, dans lesquels les peuples autochtones voient plus un moyen de préserver leurs ressources naturelles qu'une raison de les exploiter commercialement, restent une question épineuse. Dans le programme de concessions foncières actuel, le gouvernement conserve ces droits.

Il y a également le problème des stupéfiants pour lequel la Colombie est connue dans les médias. Les barons de la drogue essaient d'inciter les paysans paez pauvres à cultiver pour leur entreprise illicite mais lucrative de l'opium, de la marijuana ou de la coca, selon l'altitude et le terrain. Dans le cadre du Plan Colombia, campagne antidrogue financée par les États-Unis, le gouvernement colombien encourage maintenant l'utilisation des défoliants pour éliminer les cultures de coca. Les Paez rejettent cette solution, car elle détruit l'environnement, notamment dans les zones montagneuses fragiles sur le plan écologique.

« Notre position officielle est que nous nous opposons à l'utilisation de produits chimiques toxiques pour venir à bout de la production de coca, déclare Marino Fiscue. Cependant, les Paez sont prêts à aider à arracher les plants à la main. »